

VADEMECUM DU MILITANT

Livret à l'usage du militant chrétien de SOLIDARITE.

Par AXEL DE BOER

Ce livret a été conçu pour aider nos membres et sympathisants à répondre aux questions les plus souvent rencontrées, pour résumer d'une façon claire les principales positions de notre mouvement, pour suggérer des façons différentes d'agir et de militer.

Ce document se veut interactif, il est le produit des différentes remarques et demandes qui nous ont été faites par nos amis. N'hésitez pas à nous contacter pour faire part de vos difficultés, des sujets sur lesquels vous n'avez pas su répondre, des limites et améliorations nécessaires à lui apporter.

Il n'est pas réservé qu'aux seuls membres. Solidarité ne cultive pas le secret et entend dire ouvertement ce qu'il veut faire et faire ce qu'il dit.

Table des matières :

- Courte présentation de notre mouvement. (page 2 à 4)
- Les 10 questions les plus souvent posées. (page 5 à 18)
- Le projet de société de SOLIDARITE en 7 principes fondamentaux. (page 19 à 25)
- L'action politique, un chemin de sainteté. (page 26 à 28)
- Comment militer : que faire concrètement pour faire connaître et grandir SOLIDARITE. (page 29 à 32)
- Organisation Concrète du parti SOLIDARITE. (page 32 à 35)
- Créer une implantation locale : exemple d'organisation (page 36 à 38)
- Conclusion: un projet de société pour le XXIème siècle (page 39 à 40)

COURTE PRESENTION DE NOTRE MOUVEMENT.

Comment présenter SOLIDARITE en quelques phrases

SOLIDARITE est un parti chrétien fondé en mai 2008 par des personnes issues du monde associatif. Il propose un projet de civilisation pour la France et l'Europe du XXIème siècle. Le respect de la personne, qui commence par le respect de la Vie, est le cœur de ce projet. SOLIDARITE est ouvert à toutes les personnes de bonne volonté.

Notre projet : Alors que la plupart des croyants engagés en politique se contentent d'ajouter quelques valeurs chrétiennes à une pensée qui ne l'est pas, nous voulons construire un projet politique à partir de la doctrine sociale de l'Eglise et de la Vie. C'est une approche très différente. Nous ne cherchons pas à christianiser une pensée non chrétienne mais à proposer un projet de société entièrement basé sur une approche chrétienne, et comme moyen d'application la miséricorde, qui est l'amour de l'autre.

Notre objectif. Depuis plus de cent ans l'Eglise travaille à répondre aux idéologies par une pensée sociale et politique originale. Cette pensée, à caractère œcuménique et non dogmatique, est le fruit de 2000 ans d'expérience chrétienne offert à tous les hommes. Après tout ce travail de réflexion nous sommes appelés à nous engager en politique pour la mettre en pratique et en tirer une application concrète. Nous voulons répondre à cette demande de l'Eglise. Il s'agit d'une approche nouvelle inspirée de l'appel des papes Paul VI et Jean-Paul II à fonder une « civilisation de l'amour ». Seul un mouvement indépendant des idéologies politiques anciennes peut initier cette fondation.

Nos perspectives. Solidarité poursuit une stratégie politique en trois axes principaux, dont chacun justifie notre existence et notre combat.

1) Faire entendre une autre voix que la Pensée Unique. Il y a deux façons d'appréhender l'action politique : chercher à peser le plus possible au sein du pouvoir en donnant la priorité au nombre d'élus, quitte à accepter des alliances qui contredisent ses valeurs ; ou considérer le politique comme un lieu d'expression des idées et un moyen d'exprimer une vision de la société. La première méthode est celle suivie par ceux qui veulent faire avancer de l'intérieur les valeurs chrétiennes, avec le succès que l'on sait et en taisant tout ce qui pourrait gêner leurs alliés. La seconde a été celle des écologistes. Au commencement on les ridiculisait, mais leur persévérance a fait qu'ils ont progressivement convaincu la société de la cohérence de leurs positions. Si nous chercherons à avoir le plus d'élus possible, notre priorité consiste à dire notre projet librement, car les chrétiens sont aujourd'hui la seule alternative à la pensée unique. Encore faudrait-il que les citoyens puissent en avoir conscience. Comment faire avancer une voix chrétienne si on ne la dit pas ?

2) Rendre visible le vote chrétien. Les sondages montrent que le vote chrétien est majoritairement acquis à l'UMP. Dans ces conditions, pourquoi ce parti ferait-il des concessions aux chrétiens ? Or, la plupart des chrétiens votent au nom du principe pervers du « moins pire », oubliant que soutenir des partis qui réfutent les « valeurs non négociables » est un péché et une complicité active envers la culture de mort. Si nous voulons peser sur les décisions, il faut que le vote chrétien soit visible et identifiable. Notre parti peut servir, dans un premier temps, de catalyseur d'opinion. Si l'UMP voit que 1, 2 ou 3% des électeurs menacent de se porter sur nous (chiffres qui n'ont rien d'irréaliste sur quelques années), alors ils seront forcés de faire des concessions et nous pèserons plus que les quelques élus

chrétiens présents ici et là. Notre stratégie politique est donc la suivante : être présents à toutes les élections, et lorsque nous ne sommes pas présents appeler au vote blanc chrétien (bulletin imprimé « vote chrétien »). Certes le vote blanc n'est pas comptabilisé, mais si des dizaines de milliers de bulletins arrivent marqués « vote chrétien », la chose ne manquera pas de remonter aux états-majors politiques. Le vote blanc chrétien prépare de fait le vote d'adhésion, en le détachant des partis de la culture de mort.

3) Construire une force de proposition. Pour l'opinion publique, la voix politique des chrétiens peut être résumée en un mot : non. Devant l'avancée permanente de la culture de mort évidemment les chrétiens tentent de résister, mais cette attitude purement défensive est aussi un suicide politique, parce qu'on ne gagne pas une bataille en ne menant que des combats défensifs. Il faut au contraire montrer que la voie chrétienne n'est pas un conservatisme rance mais une vision de l'homme et de la société tournée vers la vie, la justice et la vérité : une société de solidarité, de liberté, de justice et de paix. Si nous n'élaborons pas cette parole de proposition, nous n'irons nulle part.

LES 10 QUESTIONS LES PLUS SOUVENT POSEES

Question 1 : **Un parti chrétien, pour quoi faire ?**

SOLIDARITE n'est pas un parti confessionnel chrétien, car il ne dépend d'aucune église ni d'aucune institution extérieure. Il se fonde sur les textes et les valeurs chrétiens parce qu'il croit en leur portée universelle. SOLIDARITE est ouvert à toutes les personnes de bonne volonté, sans exception, avec pour seule condition d'accepter de travailler avec des personnes qui ne sont pas de la même chapelle. Nous réussissons, par exemple, à faire travailler ensemble des catholiques « traditionnalistes » et ceux attachés à Vatican II, parce qu'un parti politique n'a pas à dire à ses membres comment ils prient et que la pensée sociale de l'Eglise est reconnue par les uns et les autres. Il en est de même pour les chrétiens non catholiques, qui peuvent apporter la richesse de leur propre pensée, souvent très proche, ainsi que des autres croyants ou non croyants qui se retrouvent dans ce que nous défendons : une société de miséricorde et une société qui respecte la dignité et la primauté de la personne humaine. L'expression politique d'un projet chrétien, parce qu'il est vrai et humain, dépasse le cadre confessionnel, sans pour autant trahir la foi chrétienne dans lequel il est ancré.

De plus, face à cette culture mortifère qui commande aussi bien les comportements que les législations politiques, économiques et sociales ; face à ce qu'on appelle la « pensée unique » et le désenchantement du monde, il faut pouvoir opposer une force ancrée dans la vérité de l'homme, une force difficile à corrompre. C'est la foi chrétienne qui a vaincu le communisme parce que ses mensonges se sont brisés sur une simple parole : j'appartiens au Christ. De la même façon, seule la force chrétienne sera en mesure de briser la civilisation du mépris et de l'intérêt individuel parce que devant ses mensonges

nous saurons répondre : j'appartiens au Christ. Et que devant cette parole reflue toute mer.

A partir de ce reflux nous construirons un projet de proposition.

Question 2 : **Vous n'avez aucune chance, pourquoi perdre tant d'efforts et d'argent ?**

Entre le nécessaire réalisme et le danger de désertion, la frontière est mince. Se lancer dans un combat inutile est une perte de temps et de moyens, mais rejeter une œuvre nécessaire au nom de la difficulté est une façon de tenter Dieu, une façon de le rejeter. Pour un apôtre, fonder l'Eglise était irréaliste mais nécessaire. A notre niveau, nous croyons que fonder SOLIDARITE est nécessaire. Et donc que cela vaut le travail et la peine.

Pourquoi est-ce nécessaire ? Nous donnons trois raisons principales.

D'abord, aujourd'hui personne ne défend clairement au niveau des élections l'ensemble de la pensée sociale de l'Eglise et des valeurs non négociables. Au mieux, on trouve ici et là quelques points mélangés à des choses qui n'ont rien à y voir. Or, nous sommes convaincus que cela doit être fait.

Ensuite, comment espérer convaincre une société de la justesse de l'approche chrétienne si personne ne vient lui en parler ? Le terrain politique est une forme d'évangélisation des profondeurs. En montrant la vérité en acte de la pensée chrétienne on montre aussi la beauté et la force de notre foi. Le premier martyr, Saint Etienne, a été tué parce que sa gestion politique (répartition des biens de la communauté, question politique par excellence) était si juste qu'elle provoquait des conversions. N'oublions pas le caractère normatif de l'action politique comme forme d'évangélisation.

Enfin, nous sommes porteurs d'un modèle politique construit sur le sens du service et le sens de la responsabilité, deux valeurs qui ont cessé d'exister dans notre démocratie devenue trop souvent une sorte de théâtre où le plus populiste et le meilleur acteur l'emporte. Notre pays a besoin de gens qui ne veulent pas « aller à la soupe » et qui montrent, par la cohérence entre leurs actes et leurs paroles, qu'ils ne sont pas selon ces règles. Notre pays et notre Europe méritent mieux que cet éternel jeu des chaises musicales qui détourne nos concitoyens de la beauté de l'action politique.

Ensuite, dire que nous n'avons aucune chance est méconnaître deux réalités fondamentales. D'une part, lorsqu'on défend des idées, réussir signifie pouvoir et savoir les dire. Si nous parvenons à le faire, alors nous aurons gagné même si nous sommes peu écoutés. La Parole de Dieu nous offre maints exemples où Dieu envoie tel ou tel prophète dire à son peuple sa parole, pour qu'elle soit dite même si elle n'est pas immédiatement reçue. La parole de vérité fait son chemin dans le cœur des hommes d'une façon qu'il ne nous appartient pas de dominer. Il faut que la vérité soit dite.

Mais rien ne nous permet d'affirmer que nous allons droit à l'échec. Nous seulement l'histoire montre bien qu'il n'existe aucun échec prédestiné, mais surtout nous sommes en un temps favorable où la société se pose des questions alors que nous avons les réponses. Pourquoi nos réponses ne pourraient-elles pas être reçues ?

Question 3 : Mélanger religion et politique n'est pas acceptable.

La plupart des personnes qui opposent cet argument mélangent de nombreuses notions. Il faut leur répondre point par point.

1) SOLIDARITE n'est pas la face politique officielle d'une religion. Nous ne sommes pas les représentants attitrés du Vatican ou de toute autre autorité religieuse. Nous sommes des chrétiens qui voulons mettre en adéquation notre foi et notre engagement dans la cité. Nous croyons que les chrétiens ont des choses à dire et à proposer dans le monde d'aujourd'hui, et nous ne voyons pas en quoi nous serions privés de notre droit civique de le faire.

2) Il faut distinguer religion et religieux. Les religieux ne doivent pas faire de politique parce que leur fonction spirituelle ne peut être marquée par un engagement partisan. La fonction des religieux n'est pas d'entrer dans l'arène politique. Par contre, les religieux ont pour mission de fonder les principes sur lesquels doit s'édifier la cité des hommes. Quand l'Eglise élabore sa pensée sociale elle est parfaitement dans son rôle. Mais les religieux n'ont pas à en donner l'application concrète, au nom de leur fonction sacerdotale.

Mais nous, SOLIDARITE, nous ne sommes pas des religieux ordonnés. Nous sommes des chrétiens engagés qui veulent porter et appliquer le message chrétien dans la cité. Nous sommes pleinement dans notre rôle de laïc et pleinement dans notre mission de croyant. Nous ne remettons pas en cause la séparation de l'Eglise et de l'Etat, mais nous refusons l'idée que l'absence de religion puisse être une option supérieure à la foi. L'athéisme est une forme religieuse comme une autre. L'athéisme ne doit pas être la nouvelle religion d'Etat. Au nom de la laïcité, nous refusons la théocratie comme l'athéocratie.

3) La loi, la politique, est normative. Pour beaucoup de gens, ce que dit la loi est une forme de vérité. Ne pas le comprendre est faire une erreur majeure. Si nous voulons parler des valeurs de l'Evangile, comment pourrions-nous faire l'impasse d'une présence politique sans désertier et faire preuve de lâcheté ? Parce que c'est une forme d'évangélisation ingrate et difficile, beaucoup préfèrent laisser le

terrain à ceux qui nous combattent. Faute de projet chrétien exprimé, c'est la culture de mort qui avance. La culture du ressenti immédiat, du mépris, de l'irresponsabilité et d'une éthique populiste avance par le média politique. Ce sont des lois qui tuent les enfants à naître, instaurent une économie injuste, laissent des milliers de gens dans la rue. Ne pas le réaliser est se condamner à soigner et à subir les conséquences sans jamais toucher les causes. C'est assez pour notre salut individuel, mais insuffisant pour le devoir de Charité. Pourquoi donc croyez-vous que le Pape nous rappelle que l'engagement politique est le sommet de la Charité ? Utilisons donc le média politique pour établir plus de justice, de paix et de vérité.

4) L'Eglise catholique, et le pape Benoit XVI en particulier, appelle les catholiques à s'engager en politique pour appliquer la pensée sociale de l'Eglise et défendre les valeurs non négociables. C'est exactement ce que nous faisons. Si vous pensez que ce n'est pas juste, alors adressez-vous à Rome pour le dire. Nous, nous faisons ce qu'on nous demande parce que nous adhérons à cette approche chrétienne pour le XXIème siècle et voulons participer à cette immense aventure : construire un projet chrétien de civilisation qui va changer le monde. Nous espérons pouvoir apporter notre pierre à cet édifice de foi.

Question 4 : En quoi la pensée sociale de l'Eglise est-elle si novatrice et mérite-t-elle une expression politique propre ?

La pensée sociale de l'Eglise n'est pas une collection de « bonnes pensées » certes édifiantes mais anodines dans les faits. Cela, c'est l'image qu'en ont ceux qui ne la connaissent pas, une vision que nous ne combattons pas encore parce qu'elle nous sert. Grâce à elle, nos adversaires n'ont pas encore pris conscience à quel point cette pensée est subversive.

Ce caractère subversif est caché derrière la profonde humanité de la pensée chrétienne qui refuse la violence comme moyen de changement et rejette l'idée d'un « grand soir » révolutionnaire. La pensée sociale de l'Eglise n'est pas une idéologie, mais elle prend pour postulat qu'étant fondée sur une profonde vérité de l'homme et de la société, elle peut s'appuyer sur la force de la vérité pour avancer avec cette gradualité miséricordieuse qui lui est chère, mais qui est tout sauf une forme de laxisme. La pensée sociale de l'Eglise est nouvelle en ce qu'elle est autant une méthode de travail (l'évolution et non la révolution) qu'un ensemble de principes qui redessinent les règles et les priorités du vivre ensemble.

La pensée sociale de l'Eglise est un ensemble de principes et non un ensemble de mesures concrètes. Ces principes demandent certes des applications concrètes, mais celles-ci peuvent exister de différentes façons et sont laissées à la liberté des chrétiens et à l'inspiration de l'Esprit. En cela aussi, cette pensée diffère complètement d'une idéologie.

Comme il est nécessaire de construire cette application politique concrète, il faut des personnes qui lancent des débats et portent sur la scène publique cette autre façon de concevoir une société construite autour du respect de la personne. C'est le défi que nous voulons relever, le travail auquel nous voulons participer

Question 5 : Vous mettez l'accent sur la question de l'avortement. Ne craignez vous pas que ce combat sectoriel ne plombe votre combat ?

Outre le fait que le refus de l'avortement est une des valeurs non négociables et que participer à sa mise en œuvre, de quelque façon que ce soit, est une cause d'excommunication immédiate pour un

catholique, nous sommes confrontés à une méconnaissance de l'importance centrale de cette question.

Le mode opératoire de la culture de mort consiste à rendre le plus grand nombre de personnes coupables de meurtre, pour que l'esprit de mort envahisse progressivement l'espace intérieur comme l'espace public. Un exemple parmi d'autres en est l'essence. Quand vous faites votre plein, en acceptant et surtout en payant vous êtes de fait complice du sang qui a été versé à cause du pétrole, que ce soit au Nigéria, en Tchétchénie, en Iraq ou ailleurs. Cette essence est mêlée de sang. Ainsi, on ne peut acheter ou vendre sans être marqué du signe de la Bête, c'est déjà une réalité que combattent nombre d'associations et que nous devons aussi combattre.

L'avortement est le chef d'œuvre de ce mode opératoire. Tuer son propre enfant, tuer le plus faible et le plus petit des êtres, est un des actes les plus graves possible. Et bien, à partir des mensonges qui conduisent à l'avortement, près d'une personne sur deux que vous croisez dans la rue a tué son propre enfant (car l'enfant a aussi un père, il ne faut pas l'oublier). Comment une société où 40% de la population a tué ou tuera son propre enfant peut elle connaître la paix ? Le cœur de l'avortement est l'affirmation de la suprématie du droit de l'individu sur le droit du plus faible, l'acceptation comme naturelle d'un droit de vie et de mort sur l'autre. L'aberrante négation d'humanité de l'enfant à naître étant le plus vieil argument du monde pour justifier les massacres : l'autre n'est pas un homme. Si nous ne proposons pas de solution à ce drame humain et social, première cause de mortalité dans le monde (1,3 milliards de mort en une quarantaine d'années), jamais il ne sera possible de fonder une civilisation de l'amour, jamais.

L'avortement est une question simple puisqu'elle peut être résumée par une hiérarchie des droits : le droit à la vie de l'enfant conçu est supérieurs au droit au confort de vie de ses parents, à partir du moment où la vie physique des parents n'est pas en jeu (la question

changeant alors de nature, sans pour autant justifier l'avortement). Tout autre argument est de la mauvaise foi, une façon de « noyer le poisson ».

Parler de l'avortement, c'est aussi parler du rapport à l'autre, de la personne humaine et du droit à la vie de chaque être humain. C'est une question clef qui détermine si nous sommes une société de barbares ou une société qui respecte la personne humaine, une société chrétienne.

Certes, il est politiquement dangereux de parler de l'avortement, mais les 220.000 enfants tués chaque année dans ce pays imposent le calendrier des priorités politiques. Car l'avortement étant une responsabilité collective, il s'agit aussi d'une responsabilité politique. Ne pas en parler signifie l'accepter.

Question 6 : Pourquoi vous ne rejoignez pas le Parti Chrétien-Démocrate (PCD) ?

Malgré son attitude très ambiguë, visant à faire croire qu'il s'agit d'un parti chrétien indépendant, la position et la stratégie du PCD sont très claires. Membre fondateur de l'UMP, il s'agit d'une composante de la majorité présidentielle et donc une UMP version chrétienne. Vous ne votez jamais pour le PCD, mais pour l'UMP, ce qui conduit à une forme de compromission morale que nous refusons. Faire voter UMP au nom de la présence, ici et là, d'un chrétien sincère en position éligible (ou pas) peut être perçu comme une forme d'escroquerie.

Le PCD suit une ligne politique qui n'est pas la nôtre. Ce parti estime que la seule façon d'exister consiste à accumuler les élus. Seulement pour cela il est obligé de taire tout ce qui pourrait gêner ses alliés, et donc ne peut exprimer de véritable projet chrétien. Il veut travailler l'UMP de l'intérieur pour obtenir une improbable conversion. C'est

un but louable et nous le soutenons dans cette approche, à condition qu'il en reconnaisse les limites.

Nous pensons que la stratégie de pénétration du PCD ne peut avoir de sens sans un mouvement indépendant et libre qui rende visible le vote chrétien et permette donc aux gens « de l'intérieur » de faire avancer nos idées communes. Nous sommes donc dans une stratégie de complémentarité, avec eux et avec tous les chrétiens politiques sincères, et nous souhaitons une collaboration active pour un but commun. Elle n'existe pas encore aujourd'hui.

Nous avons aussi quelques divergences de fond. Le PCD s'inscrit dans la logique du clivage droite/gauche et pour cela lisse tout discours qui pourrait ne pas entrer dans ce clivage. Il entre dans cette logique que nous refusons : l'hypothétique christianisation de la culture de mort. Peut-il exister une culture de mort à visage humain ? Nous en doutons. Le PCD ne peut qu'espérer retarder quelques avancées de la culture de mort, ce qui n'est pas si mal, mais à condition de suivre une ligne claire. Quand on voit le député PCD Jean-Frédéric Poisson voter le travail du dimanche, on peut douter de cette ligne claire.

Le PCD n'étant pas un vrai parti politique, puisque on peut adhérer à ce mouvement et à l'UMP, il est aussi possible d'y adhérer et de nous rejoindre. Dans le cadre d'une stratégie de complémentarité pleine de sens nous appelons les membres du PCD à adhérer aussi à SOLIDARITE.

Question 7 : Ni de droite ni de gauche, cela veut dire au centre ?

Solidarité n'est ni de droite ni de gauche, mais non plus du centre parce que cela revient à accepter la légitimité du clivage droite/gauche en s'y positionnant. Comment peut-on classer SOLIDARITE selon ces concepts datant du XVIIIème siècle ? La

pensée sociale de l'Eglise est bien plus progressiste que toutes les gauches, qui acceptent la domination des facteurs économiques sur l'humain alors que nous affirmons la primauté de la personne humaine. Mais on veut nous classer « à droite » parce que nous défendons des valeurs et que les valeurs sont à droite (comme si seuls les gens de droite avaient des valeurs !). Pour nous, le vrai clivage politique du XXIème siècle, celui qui se dessine de plus en plus et explique pourquoi sur tous les dossiers importants on assiste à des alliances droite/gauche contre droite/gauche, est la primauté reconnue ou non à la personne humaine.

Si la notion de centre chrétien, comme celle de démocrate chrétienne, fut une idée intéressante, elles sont l'une et l'autre dépassées depuis au moins trente ans. La démocratie chrétienne voulait faire entendre en modernité la voix des chrétiens, mais après l'avoir effectivement portée avec force elle a voulu toujours plus se faire pardonner d'être chrétienne, pour finir par se dissoudre dans une politique de compromis à vague coloration chrétienne.

Le centre chrétien était basé sur l'idée qu'une approche de miséricorde avait vocation à faire la synthèse des différentes positions au nom de la bonne volonté présente dans chaque camp. Mais l'un comme l'autre ne faisaient au final que prendre des notions et des modes de pensées peu compatibles avec la foi chrétienne. Le divorce ayant été consommé lorsque ces partis ont soutenu, toléré ou voté les législations sur l'avortement.

Nous voulons créer quelque chose d'aussi nouveau que le fut en son temps la démocratie chrétienne. On ne fait pas du vin nouveau dans de vieilles outres, c'est pourquoi nous refusons le clivage droite/gauche comme non pertinent.

Question 8 : Ne craignez-vous pas de disperser des voix, et de nuire au vote utile ?

C'est une question qui est souvent posée, et qui n'a pas de sens. Disperser les voix ? Mais nous sommes les seuls à vouloir construire uniquement sur la pensée sociale chrétienne. Ceux qui s'y réfèrent, ici ou là, en prennent quelques points qu'ils mettent au service d'autres idées, parfois sans même s'en rendre compte.

Pour nous le vote utile est celui qui fait avancer les valeurs, la présence et le projet chrétien. Aujourd'hui il n'existe aucun autre parti ni aucun candidat qui puisse faire cela à notre place. Pouvez-vous citer un seul mouvement ayant une chance d'être élu, et qui puisse ainsi faire avancer la Civilisation de l'Amour et de la Vie ?

Le vote « utile » qu'autorisent la pensée chrétienne et l'Eglise n'est pas celui qui se porte vers « le moins pire ». C'est un vote de combat et non un vote de complicité. Il n'existe que dans le cadre d'un débat ponctuel : j'accepte une loi qui fait reculer un mal même si cette loi n'est pas en elle-même un bien. Voter pour un parti qui défend la culture de mort parce qu'il est moins mauvais qu'une autre formation qui veut la faire avancer plus vite est un calcul absurde. Cela revient à choisir entre le couteau et la noyade, au lieu de choisir la vie.

Il y a deux façons de faire de la politique : la stratégie électoraliste et le témoignage qui peut convaincre. Le vote utile n'est-il pas celui qui peut convaincre ?

De fait, ce sont les partis qui mélangent pensée chrétienne et substrat païen qui dispersent le vote chrétien sans pour autant avoir de chance d'être élus. Le seul vote utile est celui qui permet d'affirmer et de faire exister publiquement un projet chrétien, celui qui permet l'émergence visible et identifiable d'un vote chrétien.

Vous pouvez choisir entre voter pour l'Espérance ou pour deux désespoirs.

Question 9 : Vous voulez créer un « Pole Ecologique Chrétien » au sein de Solidarité. C'est une récupération d'un thème à la mode ?

Les chrétiens se sont préoccupés de l'écologie, du rapport de l'homme à la création, bien avant les années 1960.

La nécessité d'un pôle écologique chrétien répond à plusieurs impératifs. D'abord, dans le cadre d'une politique du sens, la structuration de notre relation avec l'environnement est d'une grande importance. Ensuite, on ne peut différencier l'écologie humaine, le nom que donne la pensée chrétienne à une politique sociale en faveur de la personne, des facteurs environnementaux qui commandent et commanderont toujours plus le comment de la justice. Plus les ressources seront rares, plus nécessaires seront les règles de partage et de développement.

Les questions écologiques ne se limitent pas aux seules questions environnementales. Elles posent des choix de civilisation. Doit-on gérer avec responsabilité notre terre comme une réalité confiée ou se considérer comme propriétaire du bien terre et la traiter comme une chose ? Les écologistes ont très rapidement compris le lien qui existe entre l'instauration d'un nouveau rapport à la planète et l'organisation économique et sociale. On ne peut parler d'écologie sans parler d'écologie humaine et vice versa. Cela, l'Eglise le dit depuis des décennies.

La Civilisation de l'Amour et de la Vie passe par une prise de conscience écologique. Si nous n'assurons pas un avenir pour nos enfants, si nous ne défendons pas la vie physique de notre planète, sur quoi établirons-nous un nouveau départ ? Nous pouvons même aller plus loin et dire que la crise écologique offre une opportunité pour placer la vie, donc la personne humaine, au centre des préoccupations politiques.

Une écologie chrétienne est d'autant plus urgente qu'une menace plane sur sa pensée : ce qu'on appelle les « spéciens ». Ce sont des

gens qui considèrent l'homme comme une espèce parmi d'autre, une espèce nuisible dont il faut réduire l'impact sur la nature. Ce sont ces gens là, de plus en plus nombreux, qui énoncent cette stupéfiante absurdité : il faut diviser par deux la population mondiale, limiter au maximum et par tous les moyens le nombre d'hommes au lieu de changer de comportement ou de partager. Devant cette dérive homicide, tuer (les pauvres, car c'est de cela dont il s'agit) plutôt que résoudre, il faut une voix qui recentre l'écologie autour de la personne humaine. Le cœur de l'écologie est la relation de l'homme à la nature, et non la domination de la nature sur l'homme.

L'Eglise, sous le plume des papes, ne cesse de réclamer une écologie chrétienne qui tarde à prendre forme. C'est un des chantiers que nous voudrions lancer.

Question 10 : Vous vous définissez comme un projet Européen, que voulez-vous dire par là ?

La question de l'Europe divise profondément la société. Les chrétiens sont partagés entre un attachement à une idée Européenne bâtie sur les principes de Solidarité et de Subsidiarité et le rejet d'une dérive idéologique que prennent les institutions européennes. L'Eglise a toujours soutenu l'Europe depuis le premier instant, et continue de le faire, sous réserve d'inventaire. Une position chrétienne sur l'Europe impose de proposer une autre façon de la construire.

Le débat aujourd'hui tourne autour de deux idées que nous rejetons l'une et l'autre. Les souverainistes veulent faire de l'Europe une sorte de société des nations européennes construite sur le plus petit dénominateur commun possible, une sorte de club des nations. Cette vision réductrice qui rejette tout véritable avenir commun est ouvertement contraire au principe de solidarité et s'oppose frontalement à l'enseignement chrétien, qui veut l'unité contre la division. En face, les fédéralistes veulent créer une sorte d'Etat-nation européen, en transformant les pays membres en Etats à l'allemande

ou à l'américaine. Cette vision est tout autant absurde car les pays européens sont trop anciens pour qu'une telle fusion puisse être harmonieuse et même avoir du sens. L'Europe ne peut se construire sur le modèle d'une nation sans trahir le principe de subsidiarité et s'opposer tout aussi frontalement aux valeurs chrétiennes. La solution consiste donc à inventer une autre Europe, c'est un des défis à relever. Nous avons proposé le terme d' « Imperium Européen » c'est-à-dire une unité selon l'idée politique impériale (qui désigne un ensemble de nations clairement définies et autonomes qui partagent un destin commun). Nous avons à donner corps à cette vision chrétienne.

A cela s'ajoutent les dérives actuelles de l'Europe, qui n'ont rien à voir avec la théorie mais sont le fruit d'une politique volontaire de nos gouvernements. Ce qu'ils ne peuvent pas faire passer, ils le mettent sur le dos de l'Europe oubliant de signaler que les décisions importantes ne sont jamais prises sans leur accord. En particulier, nous assistons à un démantèlement de l'idée démocratique à travers la façon dont le traité de Lisbonne a été imposé. Alors que la majorité des européens n'approuvent pas la vision idéologique de l'Europe selon ce texte, les politiques l'ont imposé avec l'argument que « c'est une chose trop importante pour le soumettre aux citoyens ». Avec un tel argument, à quoi bon conserver le droit de vote ? Devant une telle dérive, et sans même examiner le contenu discutabile du texte, nous nous opposons au traité de Lisbonne, au nom de la simple démocratie. Nous proposons donc la rédaction d'un texte organique court et clair, définissant simplement l'organisation des pouvoirs, et devant être soumis à référendum dans toute l'Europe.

Par ailleurs, Solidarité participe à un projet européen à travers son appartenance à la fédération politique chrétienne européenne Euro-solidarity, déjà présente dans une dizaine de pays. Cette fédération a pour vocation de faire entendre une voix chrétienne en Europe et de constituer à terme un groupe politique au parlement européen.

LE PROJET DE SOCIÉTÉ DE SOLIDARITÉ EN 7 PRINCIPES FONDAMENTAUX

Principe 1 : la primauté donnée en toute chose à la personne humaine.

C'est peut-être le plus novateur des principes de la pensée sociale de l'Eglise, quand on est décidé à en tirer les conséquences. Aujourd'hui, aucun parti politique ne remet en cause ce dogme fondamental que nous contestons: l'économie est la valeur la plus importante en matière politique. Les libéraux comme les marxistes s'accordent pour donner la priorité aux questions économiques. Sans dire que l'économie ne compte pour rien, nous défendons l'idée que la personne humaine passe avant les considérations économiques. C'est un discours qu'on entend ici et là, mais qui est faussé par le fait que pour tous les politiques la personne humaine passe en priorité par la résolution des questions économiques. Ce qui est faux dans ce raisonnement est la chose suivante : si on donne la priorité aux facteurs économiques sur l'homme au nom de leur importance, on construit avec les meilleures intentions du monde une société d'aliénation de la personne aux impératifs économiques, qui sont aux mains de lobbies puissants dont le caractère philanthropique est limité. Par contre, si on pose comme première la personne humaine et que l'on considère l'économie comme un instrument au service du bien commun, on inverse les termes de la proposition. Une telle hiérarchie des importances ne conditionne pas le modèle économique ni ne menace la liberté d'entreprendre, elle fixe seulement un ordre des priorités.

Principe 2 : l'équilibre entre principe de subsidiarité et principe de solidarité.

C'est un des fondements de la doctrine sociale de l'Eglise en matière de gouvernement. Le principe de subsidiarité énonce que l'échelon supérieur de décision ne doit intervenir que si l'échelon inférieur ne peut seul régler une question. Son application consiste à déterminer avec justesse où se situent les différentes prises de décision, pour une liberté la plus grande possible. Le principe de solidarité énonce que celui qui possède a le devoir d'aider celui qui a moins, et que la société doit faire en sorte que personne ne soit laissé sur le bord du chemin. Le défaut du principe de subsidiarité est qu'il peut conduire à l'égoïsme (la subsidiarité des riches consiste à ne pas aider les plus pauvres) et que le principe de solidarité peut conduire à une contestation des libertés. C'est pourquoi une société juste se construit sur un équilibre conscient entre principe de subsidiarité (qui garantit la plus grande liberté) et principe de solidarité (qui garantit la plus grande justice). Une piste intéressante est ouverte par l'application en économie du principe de subsidiarité, qui constitue un des sujets de travail de notre pensée pour une économie au service de l'Homme.

Principe 3 : Le principe de responsabilité.

L'être humain est une personne appelée à la responsabilité. Le principe de responsabilité énonce que toute politique doit avoir pour but de rendre les personnes responsables de leur propre vie, et non de les infantiliser ou de gérer à leur place ce qui doit dépendre de leur liberté. Le principe de responsabilité est une conséquence du principe de subsidiarité. On ne peut exercer sa part légitime d'autonomie sans une éducation à la responsabilité personnelle. Cette responsabilité est une ouverture des yeux et du cœur à l'autre, mais aussi envers soi-même. Elle est un principe de civilisation. On ne peut demander à

quelqu'un d'être responsable de son frère s'il n'est pas d'abord responsable de lui-même.

Il appartient aux politiques de rendre possible l'exercice de cette responsabilité, d'en montrer les limites comme les conséquences.

Le principe de responsabilité implique le principe de légitimité. Une autorité n'est jamais absolue, surtout en termes de subsidiarité, elle s'exerce selon des limites de droits et de devoirs précis. Une politique chrétienne tendra à préciser clairement ces devoirs et ces droits.

De même qu'il existe une responsabilité de chacun, il existe aussi une responsabilité collective. Le principe de responsabilité ne peut être un alibi pour démonter la solidarité nationale : il doit surtout servir à la rendre plus personnelle en appliquant partiellement le principe de subsidiarité à l'aide sociale.

Principe 4 : Donner en chaque chose une juste hiérarchie des droits et des importances : introduire la question de la légitimité.

Parler de droits et de devoirs de l'Homme n'a aucun sens sans une hiérarchisation des importances. La réalité étant un équilibre, c'est dans l'équilibre de chacun des droits et des devoirs que se construit une société juste. Si on considère chaque droit ou chaque devoir comme un absolu, on dénature la notion même de droit puisqu'on aboutit à une succession de petits intégrismes en lutte les uns contre les autres. Pour discerner l'équité, il faut disposer d'une grille de lecture claire. Cette grille de lecture passe par une définition progressive des légitimités.

Le mot de légitimité fait référence à la notion d'autorité légitime, et donc à l'idée qu'il existe des limites légitimes à un droit, mais aussi un territoire où il s'exerce et dont on ne peut le démettre sans trahir l'esprit des lois. C'est une des raisons pour lesquelles nous voulons travailler à la rédaction d'une charte des droits et des devoirs de

l'Homme. Pour mettre toutes ces avancées en perspective et en cohérence.

Parler de hiérarchie signifie considérer la notion de droit et de devoir comme relative à d'autres facteurs, de poser une définition de l'homme en société. Il est absurde de parler de droit de l'homme sans définir l'homme. Si on peut nier l'humanité de certains (enfants à naître, pauvres, migrants...) que signifie une expression comme « tous les hommes » ? De plus, comment peut-il exister des droits sans devoirs, puisque le droit de l'autre ne peut exister sans mon devoir, à moins de créer un intermédiaire éthiquement tout puissant, de donner le droit à l'arbitre (les Etats) de décider pour tout le monde. Or, les gouvernements respectent rarement les droits de l'Homme, et ne sont pas pressés de considérer les devoirs.

Nous affirmons que la hiérarchie des droits et des devoirs est bâtie sur le respect de la personne humaine. C'est pourquoi nous établissons comme droit premier le droit à la vie. De ce droit découlent tous les autres. Au nom de ce principe nous affirmons que le droit à la vie d'un enfant à naître est supérieur au droit de la mère tant que sa vie physique n'est pas en danger. Au nom de ce principe nous affirmons que le devoir d'ingérence existe lorsque la vie de populations est en jeu. Ce type de raisonnement n'est possible que si on hiérarchise les droits et les devoirs. La définition de cette hiérarchie montre dans quelle civilisation on veut vivre.

Principe 5 : L'homme est Un : on ne peut séparer ce qui le compose.

Le découpage sectoriel de l'homme conduit à l'aliénation de la personne. La personne est une unité. On ne peut construire une société sur cette notion sans affirmer l'unité de l'homme. La liberté de

l'homme passe par son intégrité et le respect de tout ce qui le compose. Il s'agit d'un principe de civilisation plus que d'un principe politique, mais il trouve de nombreuses implications politiques, puisque le caractère normatif du politique décide de fait s'il est présent ou non dans notre société.

Le pape Benoît XVI dénonce avec justesse les dérives d'une culture qui se considère comme autonome ou comme un produit, et n'est plus en lien avec l'homme en son entier. La culture est une partie de l'identité humaine et ne peut être traitée comme un bien artificiellement détaché. C'est un exemple de ce principe.

Il concerne aussi la notion de représentation populaire. En effet, avant de représenter les citoyens se pose la question de savoir ce que l'on représente exactement : des individus interchangeables ou des personnes ? Le principe d'unité de l'homme pose la question de la représentation des identités sociales puisque l'homme existe en société par la conjonction de ses participations à la société.

Ce principe fonde aussi la réflexion sur la laïcité. Est-il légitime de séparer artificiellement la foi et les comportements ? Comment équilibrer la nécessaire neutralité de l'Etat en matière religieuse et le droit de chacun à l'unité, c'est-à-dire le droit d'être une personne ? L'application du principe d'unité de la personne ouvre de nombreux champs de réflexion, à notre sens nécessaires si nous voulons sortir de la dictature de l'individualisme qui aliène de fait nos sociétés.

Principe 6 : le principe de Miséricorde.

La miséricorde consiste à se rendre capable de partager, c'est-à-dire de vivre dans sa chair et dans son cœur, la détresse de l'autre. En politique cela signifie partir toujours de la souffrance réelle des hommes, et répondre d'une manière humaine à ces détresses. Ce qui est l'inverse exact du technocratisme, et induit une approche pragmatique et associative des questions sociales.

Le principe de miséricorde est aussi une façon de mener une politique et de concevoir la fonction des acteurs sociaux. Il énonce qu'on ne peut mener une réforme sans tenir compte de son impact humain, et qu'une action politique ne peut pas être bonne si elle ne tient pas compte des conséquences voire de la souffrance qu'elle provoque.

Prenons toujours l'exemple concret de l'avortement légal. Certes il ne peut perdurer. Mais le principe de miséricorde impose que l'on ne puisse pas interdire l'avortement sans répondre clairement à chacune des détresses légitimes des femmes, ce qui signifie l'établissement préalable d'une législation sociale adaptée. De même, une telle loi ne peut donner lieu à une chasse aux sorcières puisque la responsabilité du massacre des enfants à naître est partagée par toute la société. Un autre exemple, difficile, est celui de la justice où la miséricorde impose de prendre en compte aussi bien la souffrance de la victime que celle du coupable, sans pour autant nier toute justice.

Le mode de pensée de la miséricorde consiste à partir du plus vulnérable, de poser préalablement la question « qui est le plus faible ». C'est en identifiant la faiblesse et la souffrance que l'on peut poser une juste hiérarchie des priorités et déterminer avec plus de certitude ce qui est juste. Dans la réalité, chaque groupe participant à une problématique contient une part de faiblesse et de souffrance légitime. La miséricorde consiste à tenir compte de toutes les faiblesses légitimes pour élaborer des politiques et des lois équilibrées. Elle impose aussi que toute décision difficile doit impliquer ceux à qui elle s'applique.

L'homme politique qui agit selon le principe de miséricorde doit toujours plus apprendre à se considérer comme au service des autres. Certes avant tout au service des plus démunis, mais en tenant compte de chacun car la miséricorde ne s'applique pas qu'aux pauvres, même si ce sont eux qui en ont le plus besoin. La miséricorde, contrairement à l'idée de lutte des classes, n'exclut personne ni ne rejette comme mauvais un groupe social quel qu'il soit (patrons, sdf, tziganes, arabes,

suédois...). De plus, nombre de pauvretés ne sont pas financières : solitude, séparation, organisation abusive du travail et de l'économie, perte de sens, et d'une certaine façon ignorance de l'amour de Dieu.

Principe 7 : Tout homme est mon frère : l'universalité de la pensée sociale chrétienne.

L'universalité de la dignité humaine devant Dieu, et donc devant les hommes, est sans doute un des plus grands apports du christianisme à l'humanité. A l'heure des replis identitaires il convient de rappeler qu'il s'agit d'un des fondements de la pensée sociale de l'Eglise. Ce caractère universel de la dignité humaine implique la reconnaissance des droits de chaque personne, sans distinction aucune. Elle conditionne notre relation à l'autre.

Je suis responsable de mon frère, et mon frère est tout homme sur cette terre. Ce principe induit une politique étrangère de développement, à l'inverse des politiques d'intérêt purement national. Elle justifie un certain devoir d'ingérence (équilibre des principes de subsidiarité et de solidarité), mais aussi conditionne notre vision du migrant. Cela ne signifie pas un soutien à une immigration massive qui perturbe aussi bien les pays d'origine que les pays destinataires, mais implique au nom de la hiérarchie des priorités une politique de respect des migrants, quelque soit la décision prise (responsabilité envers les migrants comme envers l'équilibre de notre pays). Il ouvre au contraire un ensemble de perspectives sur la façon dont l'immigration même illégale peut servir au développement du pays d'origine par un retour ciblé et organisé.

Il faut aussi comprendre que ces 7 principes doivent se combiner pour former une interaction cohérente.

L'ACTION POLITIQUE : UN CHEMIN DE SAINTETE

La foi chrétienne est avant tout un chemin de sainteté, une marche vers le Christ et son royaume. Un chemin chrétien qui n'ouvre pas sur la sainteté ne peut être véritablement chrétien.

1) L'action politique est un chemin de sainteté lorsqu'elle est vécue comme telle, lorsqu'elle est choisie pour servir et non pour se servir. La spiritualité de l'action politique est avant tout celle du service. Face à une société qui perd tout repère, qui établit des « structures de péché » (des attitudes et des politiques qui conduisent au mal) et ne vient pas assez au service des plus pauvres, un chrétien a le devoir de montrer et de faire naître une autre façon de comprendre le service de la cité. Alors que la politique devient spectacle, populisme et « pipolisation », le chrétien affirme, avec Benoît XVI, que le politique est le sommet de la charité. Cela, parce que c'est un engagement exigeant et qui en rebute beaucoup (sur les meilleurs arguments du monde).

L'action politique est complémentaire de l'action caritative, parce que le caritatif veut réparer une souffrance et le politique faire en sorte qu'elle n'existe plus.

Alors que la culture de mort avance en grande partie grâce au pouvoir politique et économique, et en faisant usage du caractère normatif de la loi, comment pourrions-nous, sans trahir la volonté de Dieu, laisser ce territoire difficile aux mains des loups ? Notre pays a besoin de bergers, construire une bergerie pour que s'exerce cette action fondatrice est un acte de sainteté. Solidarité n'est pas une fin en soi, il veut être une bergerie pour le peuple de Dieu.

2) Les Actes des Apôtres nous rapportent une histoire très éclairante sur l'action politique, déjà citée plus haut : le martyr de Saint Etienne. Avant d'être considéré comme l'ancêtre des diacres, Saint Etienne est avant tout celui qui s'occupe du partage des biens dans le

peuple de Dieu, de façon que ce partage soit juste et que nul ne soit lésé. Nous avons là le prototype, l'exemple même de l'action politique au cœur du peuple de Dieu. Les Actes nous rapportent que l'action politique de Saint Etienne était empreinte d'une telle justice et d'un tel amour, que son exemple convertissait les juifs. Le premier martyr n'est pas un apôtre, ce n'est pas un évangéliste mais le premier politique du peuple de Dieu. Parce que la justice et l'amour rendus visibles par une action publique sont une preuve de vérité. L'action politique, en ce qu'elle montre la vérité qui nous habite et rend visible pour tous l'Esprit, est un acte d'évangélisation par l'exemple. Sous le patronage de Saint Etienne, nous ne devons jamais oublier que l'action publique est un acte d'évangélisation, une preuve par les actes de notre foi. Une façon de répondre au fameux « montre-moi ta foi qu'on ne voit pas » de Saint Paul.

Il faut tirer toutes les conséquences d'une telle responsabilité, celle d'être devant les hommes un disciple du Christ. Quand on prend conscience d'une telle responsabilité, on change son regard. Fini les actes de refus de l'autre, fini les pulsions de mort, fini l'esprit de chapelle, fini les jugements péremptoirs. L'Amour doit guider nos pas parce que nous sommes perçus comme ses ambassadeurs. Si les ambassadeurs du Christ dans la cité se conduisent mal, qui va montrer la beauté du visage de notre Dieu ?

3) Très tôt j'ai pris conscience que puisque on ne pouvait pas vivre en justice dans ce monde, il fallait le recréer : puiser dans l'Esprit et le trésor de 2000 ans de foi pour proposer un modèle de société plus vrai, une « Civilisation de l'Amour ». Qui a perçu la profonde rupture que l'Eglise demande à travers cet incroyable défi : fonder une civilisation nouvelle ? Nous ne sommes pas dans le petit, il ne s'agit pas de se contenter d'un témoignage ponctuel au sein d'une structure de péché. Non, il faut « avancer au large », pour « une Civilisation de l'Amour ».

Et bien, la fonction de l'action politique chrétienne est de rendre possible cette nouveauté -autant politique que spirituelle ou culturelle- que représente un projet de civilisation. Nous devons conduire au large ! L'expression latine « duc in altum » peut se traduire de deux façons : « avance au large » ou « conduit au large ». La devise d'un politique chrétien ne peut qu'être « Ducemus in Altum » : nous conduisons au large. Ce sera la devise de l'engagement spirituel politique. Nous reviendrons, dans l'avenir, sur cette spiritualité de l'engagement public.

Une telle approche implique une rupture intérieure avec le monde, et cette rupture est chemin de sainteté parce qu'il nous demande de choisir entre Dieu et sa carrière, selon le monde. Rompre avec ce monde ne veut pas dire s'en cacher et le fuir, cela ne veut pas dire vivre en autiste comme on le fait dans une secte. Pour un chrétien, un seul mot résume ce choix de rupture : l'espérance. C'est pourquoi nous avons rédigé une courte « déclaration d'indépendance de l'Espérance ». Nous devons proclamer notre indépendance parce que nous devons être un peuple de saints et un peuple de justes. Il ne s'agit pas d'une indépendance politique, il ne s'agit pas de créer un état-nation chrétien : il s'agit d'un acte spirituel.

Nous sommes appelés à être le levain de la pâte. Nous disons que le levain doit proclamer son indépendance par rapport à la farine, non pour séparer le levain de la pâte mais au contraire pour lui permettre de la faire lever. Si le levain devient farine, qui fera lever la pâte ? L'espérance est le levain de la société.

Solidarité ne va pas dire à ses membres comment mettre leur vie en cohérence pour être, comme le proclame l'hymne national des Pays-Bas « devant tous Ton vassal ». Mais nous devons faire comprendre que s'engager dans l'action politique implique une exemplarité qui fera de nous des saints, ou des menteurs. Sachant nos limites, nous proclamons et affirmons en espérance que nous deviendrons exemple, que nous donnerons l'espérance. Tel est notre chemin de sainteté.

COMMENT MILITER : QUE FAIRE CONCRETEMENT POUR FAIRE CONNAITRE ET GRANDIR SOLIDARITE

Il n'existe que deux moyens pour construire un mouvement politique : la provocation ou l'implantation. La provocation peut être parfois utile pour faire avancer un combat, mais elle n'entre pas dans la culture de SOLIDARITE. Nous voulons construire en profondeur et rejetons la « pipolisation » politique. La provocation est une technique de communication qui fait passer le ressenti avant l'idée et qui ensuite enferme dans une image précise.

Il nous serait facile de monter des actions type « opération anti-IVG » pour être en première page de tous les journaux et passer au « 20 heures ». Mais de telles actions, en contradiction avec notre message politique d'innovation sociale, nous enfermeraient dans cette image de « contre tout » dont nous devons sortir, même si elle nous apporterait des voix. Il ne nous reste donc que l'implantation.

Pour faire de SOLIDARITE un parti dont la voix puisse porter, il faut implanter dans tout le territoire des groupes cohérents et les faire fonctionner de façon autonome (principe de subsidiarité) et coordonnée (principe de solidarité). Construire des implantations demande de trouver des responsables prêts à « mouiller la chemise » pour cette cause qui est celle de tous les chrétiens. Sans l'engagement de ces nouveaux responsables -dont l'expérience nous montre qu'ils sont souvent des chrétiens ordinaires, comme nous tous d'ailleurs, qui ne savent pas toujours comment faire mais qui veulent mettre leur vie en cohérence avec leur foi- rien n'existera.

La construction d'un mouvement ressemble à un jeu de Légo. Il faut poser une pièce après l'autre, sans se préoccuper du temps que peut mettre le projet. Pièce par pièce la construction prend forme. Surtout si nous sommes nombreux à ajouter les briques.

L'engagement pratique au sein de SOLIDARITE peut prendre de multiples formes, et comme il s'agit d'un mouvement en construction chacun peut venir participer à sa création avec ce qu'il porte et sa façon de travailler. Nous ne sommes pas un mouvement de technocrates. Parmi les actions possibles, en voici quelques-unes :

-Devenez membre de SOLIDARITE. C'est le premier soutien et la vitrine d'un mouvement. Plus nous aurons d'adhérents, plus nous serons reconnus. Une adhésion n'implique pas un engagement à l'action.

- Organiser des rencontres avec quelques amis et connaissances pour faire connaître SOLIDARITE. Si vous souhaitez la participation d'un responsable du mouvement, contactez-nous ! C'est le meilleur moyen qui soit pour créer du réseau et fonder des groupes locaux prêts à aller du simple et précieux « coup de main » à une adhésion et une implication plus grande.

-Prendre une responsabilité particulière au sein du mouvement ou au sein d'un groupe local. Ces responsabilités vont de l'inscription à une liste de volontaires pour des actions ponctuelles (tractages...) à l'organisation pratique d'un groupe local ou du parti.

-Créer une présence sur Internet en intervenant sur les forums, en faisant grandir notre groupe Facebook qui est un de nos moyens de liaison le plus facile, en créant un blog et en participant à l'animation de notre site internet.

-L'expérience montre que la meilleure façon d'intéresser les personnes consiste à leur faire comprendre l'originalité et la nouveauté de notre projet de façon personnelle. Il faut en parler à vos amis, leur expliquer votre engagement, leur faire rencontrer des responsables de groupe. Ce travail de fourmi est de loin le plus efficace et le plus utile.

-Participer au travail de réflexion sur des sujets qui vous intéressent ou sur lesquels vous vous sentez compétents. Le forum de Solidarité présent sur notre site est un excellent outil pour tester vos idées. Vous pouvez aussi soumettre des textes et des participations aux réunions et colloques que nous organiserons progressivement.

-Vous pouvez nous aider financièrement par des dons (à l'ordre de « association de financement du parti Solidarité-Liberté, Justice et Paix » ou en ligne sur notre site Internet, dans la limite légale de 7500 euro par personne et par an.) Vous pouvez proposer et organiser des projets de financements.

-Vous pouvez apporter vos idées ! Elles seront toujours bienvenues et examinées avec attention. Toute idée doit être aussi accompagnée des moyens ou de votre engagement à la réaliser, car il est toujours illusoire de croire que « les autres » vont faire ce que vous avez conçu. Mais vous ne serez pas seuls !

- En dernier point, mais un des plus importants : devenez candidat pour SOLIDARITE. Il y a deux types de candidatures : la candidature personnelle qui implique de mener une campagne (législative par exemple) et les candidatures de liste. Pour un mouvement comme le notre, remplir les listes est toujours difficile. Dans le cas de scrutins de liste, seul le tête de liste est légalement responsable, les colistiers ont juste à signer une déclaration de candidature et voir leur nom figurer sur un bulletin de vote. Etre candidat n'implique pas nécessairement de s'engager dans la campagne, mais c'est tout simplement rendre possible notre présence aux élections. Il n'est pas obligatoire d'être membre pour figurer sur une liste. Nous avons besoin de vous pour faire entendre cette autre voie que nous voulons incarner.

SOLIDARITE : ORGANISATION DU MOUVEMENT.

SOLIDARITE a été fondé en mai 2008 par un petit groupe de personnes issues du monde associatif.

L'association de financement du parti SOLIDARITE a reçu l'agrément de la CNCCFP en septembre 2008. Depuis cette date nous sommes un parti légalement constitué. Les premiers comptes certifiés ont été remis en juin 2009, et seront publiés sur le site de la CNCCFP.

SOLIDARITE a présenté deux listes aux Elections Européennes 2009 (Ile de France, 0,16% et Sud-Est 0,15%). Sans moyen ni couverture médiatique, nous avons montré l'existence d'un vrai électorat, puisque nous avons obtenu des voix dans toutes les communes moyennes et grandes, et de nombreuses petites. Nous avons même dépassé ici et là les 1%. Nous serons présents à tous les rendez-vous électoraux à venir, dans la mesure où cela sera possible.

SOLIDARITE entend appliquer à lui-même les principes qu'il entend défendre.

Le principe de Subsidiarité = autonomie des militants.

Le principe de Solidarité = collégialité et respect des autres. Nous ne pensons pas à votre place, nous ne gouvernons pas ce parti d'une manière purement hiérarchique. Le mode de fonctionnement, la culture de SOLIDARITE est encore à inventer, nous comptons sur votre investissement pour y parvenir.

L'organisation de SOLIDARITE doit refléter les objectifs multiples que nous donnons à notre mouvement.

Une organisation politique

SOLIDARITE est un parti politique et construit son organisation sur un ensemble d'implantations locales, unifiées autour d'une organisation centrale qui assure les fonctions de direction, de gestion financière (l'association de financement) et politique. Le programme, le discours et les stratégies nationales sont décidées par les instances centrales, auxquelles vous êtes tous conviés à participer et qui demandent encore à être habitées. Les décisions locales sont du ressort des responsables de groupes locaux.

Structurer et représenter une société civile chrétienne.

SOLIDARITE est aussi un mouvement chrétien qui veut aider à structurer le peuple de Dieu, porter la parole chrétienne, organiser la charité, protéger la vie et venir en aide aux victimes de la culture de mort. Ce travail ne peut pas toujours être mené directement par l'organisation politique du mouvement. Elle le sera au travers de liens avec le monde associatif, mais aussi par la création d'un réseau associatif propre lorsque cela a du sens. Nous portons un certain nombre d'idées que nous espérons pouvoir réaliser avec votre aide et en s'appuyant sur ce mouvement. Nous sommes intéressés par toute proposition concrète et réalisable qui pourrait être soutenue et entreprise par SOLIDARITE dans le cadre de la construction et de la mise en réseau d'une société civile chrétienne comme réponse globale politique et associative à la culture de mort. Cette mise en réseau nécessaire constitue un des aspects les plus originaux de SOLIDARITE. Nous livrons nos batailles chacun de notre côté, il est temps de mettre en cohérence action politique, sociale et spirituelle pour montrer que nous sommes un peuple et que nous voulons proposer un projet de société. Il ne s'agit pas d'une récupération politicienne de l'associatif mais d'une mise en réseau à partir d'un

noyau central commun. Cessons de concevoir les partis politiques comme des organismes de prédation de la société civile tournés vers leur seul intérêt électoral. Nous sommes tous au service, et c'est en unifiant ce service des autres que nous serons véritablement une force de proposition. La parole chrétienne passe par l'unité et la fin des méfiances et des peurs. Solidarité a aussi été fondé dans l'optique d'un travail de construction avec le monde associatif.

SOLIDARITE est organisé concrètement autour de trois piliers :

- 1) Un président élu pour 5 ans (depuis mai 2008 : Axel de Boer), un bureau directeur qui comprends au 1er décembre 5 membres : Mlle Jeanne-Marie Laveyssière (co-fondatrice), M. Matthieu Chauvin (responsable pour le Sud-Est), M. Joël Sprung (responsable de la région Ouest), M. Gérard Tessier (trésorier). Ce petit groupe est destiné à grandir au fur et à mesure que le mouvement se structurera et gagnera en épaisseur.
- 2) Un forum permanent destiné à servir de lieu d'expression, d'expérimentation et aussi de lien avec le monde associatif. A terme ce forum devrait constituer une sorte de parlement informel qui dépasse le seul cadre du parti, au service de la société civile. Aujourd'hui, il n'existe que sous la forme d'un forum en ligne sur notre site. Ce forum permanent cherche encore ses animateurs.
- 3) Un réseau d'implantations locales, représentées au bureau directeur, chargé de la mise en pratique des projets communs, mais avec une large autonomie interne selon ce que l'expérience permettra de dessiner. La première de ces implantations à se structurer est celle de l'Ile de France. Plus notre mouvement progressera, plus nous pourrons construire des structures locales. Aujourd'hui nous cherchons des personnes qui acceptent de représenter SOLIDARITE dans leur ville ou leur région, vers qui nous pourrions diriger les personnes isolées qui nous contactent, et prêtes à mener un travail de structuration. La

seule expérience nécessaire est celle qu'on acquiert sur le terrain, et beaucoup de bonne volonté.

SOLIDARITE : projets à court terme et perspectives

Nos perspectives sont de deux ordres:

1) Perspectives Electorales. Solidarité a nommé trois têtes de listes pour les élections régionales de 2010, qui sont logiquement les responsables de groupes: Axel de Boer (en Ile de France), Matthieu Chauvin (en Sud-Est), Joël Sprung (Pays-de-Loire). Nous ne savons pas encore si nous serons en mesure de les finaliser compte tenu du nombre de candidats nécessaire, mais nous comptons sur vous ! Nous présenterons sans doute des candidats aux cantonales de 2011, mais l'échéance suivante la plus importante est celle des législatives de 2012, où nous voudrions présenter entre 12 et 25 candidats. Nous en avons déjà plusieurs, nous avons encore besoin de vous !

2) Perspectives internes : nous voulons poursuivre l'organisation du mouvement. Cela veut dire : creuser le programme politique, articuler le lien avec le monde associatif, organiser des commissions spécialisées ainsi que des pôles (comme le pôle écologique chrétien, en cours de formation), créer un organe de presse indépendant, penser et mener des actions concrètes.

Nous espérons aussi mettre en place une université d'été en 2010 ou plus probablement en 2011, organiser des sessions de formation (à l'action militante, à la politique chrétienne, à la DSE...)

Nous comptons mettre en place dans les prochains mois des structures locales, organiser une équipe de communication, coordonner le travail du forum et celui de groupes de réflexion, et étendre notre mouvement à tout le territoire.

CREER UNE IMPLANTATION LOCALE : EXEMPLE D'ORGANISATION

Nous proposons de construire une organisation locale composée d'un bureau directeur de 8 personnes, représentant 8 groupes de travail, auxquels pourront s'ajouter au cas par cas des membres représentatifs choisis collégialement par le bureau directeur. Pour des questions de facilité de gestion, les implantations locales ne disposeront pas, pour l'instant, d'une indépendance financière mais devront passer par l'association de financement pour les ressources et le bureau directeur du parti pour la validation des dépenses ou des redistributions. Le caractère collégial et encore peu formel des relations entre nous rendent possible un tel fonctionnement.

Ces 8 fonctions de responsables de groupes sont :

Fonction 1 : un responsable de la section, qui en assure la direction et le fonctionnement.

Fonction 2 : un responsable des équipes de tractages et collages. A partir des bonnes volontés, il faut en faire des équipes coordonnées pour les campagnes mais aussi pour d'autres opérations.

Fonction 3 : Un responsable des adhésions, de la tenue des fichiers de mailing, d'une liste de mouvance. Son travail consiste à obtenir des adhésions et faire grandir la section, faire tenir le travail de secrétariat, assurer la diffusion internet des informations, contacter les membres et sympathisants pour les événements, tenir des compte rendus...

Fonction 4 : Un responsable de la communication. Ce groupe est aussi bien un groupe de réflexion sur des idées de com. que chargé de la relation média, monde associatif....

Fonction 5 : Un responsable section politique. Ce groupe a pour but de participer aux débats de réflexion sur l'élaboration des programmes, aussi bien locaux que nationaux. Il doit élaborer et réunir la participation de la section à la rédaction des documents politiques, il sera chargé des relations locales avec les autres formations politiques et associatives. Il devra conseiller et penser les positions et attitudes que la section défendra. Il organisera aussi la présence de groupes des commissions et pôles que notre mouvement entend fonder.

Fonction 6 : Un responsable financement. C'est là un aspect difficile mais nécessaire. Ce responsable est chargé de mettre en place des structures de financement pour le parti et pour les campagnes. Il sera aussi chargé des comptes de la section.

Fonction 7 : Un responsable Elections. En lien avec les autres responsables il établira des projets de liste aux élections, gèrera l'administratif et les relations avec la CNCCFP, cherchera les candidats pour assurer notre présence au plus grand nombre d'élections possibles.

Fonction 8 : plus spécifique à notre parti chrétien, un responsable relation églises / vie spirituelle, prêt à assurer la logistique spirituelle (lien avec les monastères et couvents, chaînes de prière...) et réfléchir au caractère spirituel de l'engagement politique. Il sera aussi chargé de l'organisation de moments de prière ainsi que de notre participation (souvent informelle) à la nouvelle évangélisation. C'est un groupe difficile compte tenu des clivages liturgiques mais aussi de la nécessaire ouverture à tous les chrétiens et à tous les hommes de bonne volonté.

D'autres responsables pourront être nommés, en particulier pour animer des « pôles » comme le futur « pôle écologique chrétien », si le nombre de personnes intéressées le justifie.

Chaque membre est libre de rejoindre un, deux, trois ou aucun de ces groupes de travail. Chaque responsable organisera son groupe à sa façon, les responsables se rencontreront une fois par mois pour faire un point et la section organisera une réunion interne tous les deux ou trois mois.

Nous ne sommes pas là pour plaire à un électorat mais pour dire ce que nous croyons juste et vrai. Même si cela dérange.

PARTICIPEZ AUX DEBATS, POSEZ VOS QUESTIONS
Rejoignez le FORUM de Solidarité sur notre site
www.solidarite-france.fr

CONCLUSION

UN PROJET DE CIVILISATION POUR LE XXI^{ème} SIECLE

Notre objectif principal est de construire un chemin qui conduise du point « A », notre époque, au point « B », une civilisation tournée vers l'Amour et la Vie, le respect de la personne humaine, l'unité de l'homme et la présence harmonieuse de Dieu dans la cité des hommes.

Nous ne voulons pas créer un « monde idéal » et faire entrer la réalité dans la bouteille de notre idée à la manière des idéologues. Nous pensons que la justice, l'amour et la vérité sont des forces qui suscitent les nouveautés et les enthousiasmes sans qu'il soit nécessaire de programmer à l'avance ce que l'Esprit inspirera. C'est pourquoi l'Eglise Catholique a choisi de donner des principes et non des directives pour une société chrétienne. Notre rôle et notre fonction, en particulier pour le peuple de Dieu qui n'a plus de berger en société, consiste à ouvrir des chemins. Les mesures que nous proposons, les principes auxquels nous adhérons sont tous tournés vers cette approche du travail de civilisation : ouvrir des chemins pour que la marche commence et pour que l'Esprit puisse trouver un lieu où se manifester.

Nous savons d'expérience que l'Esprit souffle où il veut, c'est-à-dire pas seulement dans la tête d'une poignée de responsables. C'est pourquoi nous invitons largement chacun à participer à ce travail de fondation. En particulier, nous voulons être porte-parole des chrétiens en politique. Nous n'entendons pas décider à la place des chrétiens comment ils doivent agir mais au contraire unifier et recevoir la multitude des expériences. Nous demandons, en particulier, aux associations chrétiennes de nous communiquer les projets qu'ils

voudraient voir défendus politiquement. Nous demandons *aussi* la même chose aux responsables des églises.

Nous voulons aussi rendre efficace l'action chrétienne, et pour cela il est nécessaire de mettre en réseau action associative et politique, pour que les élus locaux chrétiens puissent efficacement s'attaquer aux vrais problèmes avec l'aide du monde associatif et vice-versa. Cela demande une confiance réciproque qui sera longue à obtenir.

Nous voulons ainsi travailler à l'émergence d'une culture de Vie, une civilisation nouvelle. Nous sommes conscients de l'immense orgueil qu'il peut y avoir à vouloir travailler à une telle œuvre de fondation. Mais nous ne faisons que relever le défi que lance l'Eglise à tous les chrétiens. Le fait que nous soyons le seul mouvement politique à ouvertement vouloir y travailler ne nous donne pas le monopole de la culture de Vie, cela fait de nous simplement des pionniers. Nous savons bien que cette œuvre dépasse le seul cadre politique et le seul jeu des élections. Mais pourquoi un projet politique devrait-il être seulement tourné vers ce que les élections peuvent nous donner ? Ouvrir un chemin politique à la culture de Vie passe très certainement par la participation au système politique, mais passe sans aucun doute par une redéfinition du rôle du politique ainsi que du fonctionnement de la démocratie. Nous voulons être créateurs de débat.

Nous savons certes d'où nous partons, quels objectifs nous voulons atteindre et nous avons certes quelques idées sur ce comment si difficile à définir. Mais nous n'avons pas toutes les réponses : pour cela nous avons besoin de vous. Nous voulons fonder en premier lieu ce qui est le plus important : un esprit et un chemin. Tout le reste dépend de Dieu, mais il dépend aussi de nous tous.

Mais soyez certains d'une chose : avec vous, nous conduirons au large.

**VADEMECUM DU MILITANT DE
SOLIDARITE – Liberté, Justice et
Paix**



Le parti chrétien pour une démocratie au service de la
Vie et de la Personne Humaine

2009



**« Quiconque se déclarera pour moi devant les hommes,
moi aussi je me déclarerai pour lui devant mon Père »
Matthieu 12-32**